

Bulletin de veille Souveraineté Alimentaire n° 17 - jeudi 18 novembre 2010

... :: : EVENEMENTS, POINTS DE VUE, ANALYSES

Séminaire « Agir sur la volatilité des prix pour la sécurité alimentaire et le développement »

1er décembre 2010, ministère des Affaires Étrangères et Européennes, Paris

Sur financement du ministère des Affaires Étrangères et Européennes, du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et de l'Agence française de développement, le Groupe de recherche et d'échange sur la régulation des marchés agricoles (Grema) a conduit une étude sur les instruments de régulation des marchés agricoles. Cette étude fait le point sur la théorie économique et analyse plusieurs expériences d'interventions, principalement dans les pays du Sud. Les résultats seront présentés et discutés durant un séminaire prévu le 1er décembre 2010 à Paris, ouvert aux chercheurs internationaux, aux décideurs politiques et aux organisations de la société civile.

En français : <http://www.inter-reseaux.org/agenda/article/seminaire-agir-sur-la-volatilite> (fr)En anglais : <http://www.inter-reseaux.org/agenda/article/seminar-addressing-price> (en)**Lancement du Forum panafricain des producteurs agricoles (Paffo)**

Extrait de la lettre hebdo AFDI n°325, 25-31 octobre 2010

L'Assemblée générale constitutive du Forum panafricain des producteurs agricoles s'est tenue du 25 au 27 octobre 2010 à Lilongwe au Malawi. Les cinq plateformes régionales des organisations paysannes ont participé au lancement de cette plateforme continentale : le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), la Confédération sud-africaine des syndicats agricoles (Sacau), la Fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est (EAFf), l'Union maghrébine des agriculteurs (Umagri) et la Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (Propac). L'objectif du Forum est de contribuer à la définition et à la mise en œuvre concertées de politiques agricoles sur le continent favorables « au développement durable de l'agriculture familiale, à la souveraineté alimentaire et à la préservation des ressources naturelles ». Cette brève reprend les éléments clés des discours des personnalités qui sont intervenues lors de cette assemblée.

<http://www.afdi-opa.org/fr/archive/331.pdf>

Pour plus d'informations sur la vision du PAFFO et sur sa présidente nouvellement élue, visitez le site suivant :

<http://weekly.farmradio.org/2010/11/08/africa-first-pan-african-farmers%E2%80%99-organization-launched-oxfam-nepad/> (en)**Deux interviews de Michel Petit, ingénieur agronome : « Le Plan Maroc Vert a donné un sursaut au pays » et « Notre seul espoir est une agriculture plus intelligente »**

Soir échos, 8 et 10 novembre 2010

Dans ces deux entretiens accordés au quotidien marocain Soir échos, Michel Petit, ancien cadre à la Banque Mondiale et expert des questions agricoles, s'exprime sur le financement et le développement agricole dans les pays africains. Dans le premier volet de l'entretien, il revient sur la complexité du financement agricole en Afrique : si plusieurs initiatives (crédit agricole, micro-crédit) ont été mises en place, aucune n'est réellement satisfaisante et de nouveaux modèles de financement sont à inventer. Il insiste également sur la nécessité d'une plus forte volonté politique, et d'une évolution vers un partenariat public-privé. La seconde partie s'intéresse à la volatilité des prix agricoles (gestion de la crise de 2008, possibilités de régulation) ainsi qu'à l'enjeu crucial pour l'Afrique d'augmenter la productivité agricole.

<http://www.lesoir-echos.com/2010/11/08/michel-petit-ingenieur-agronome-%C2%ABle-plan-maroc-vert-a-donne-un-sursaut-au-pays%C2%BB/><http://www.lesoir-echos.com/2010/11/09/michel-petit-ingenieur-agronome-%C2%AB%E2%80%89notre-seul-espoir-est-une-agriculture-plus-intelligente%E2%80%89%C2%BB/>

Aider l'Afrique à se nourrir - Promouvoir l'agriculture pour lutter contre la pauvreté et la faim

Development policy forum, printemps 2010

Ce rapport, basé sur des interviews d'experts et le recueil de données statistiques, examine les aspects liés à la sécurité alimentaire, les difficultés et les succès de l'agriculture observés à ce jour, les défis à venir et les points d'entente et de désaccord. Les principales conclusions portent sur les causes de l'insécurité alimentaire, qui semblent moins liées à la géographie ou à l'histoire qu'aux politiques menées dans les pays, à un environnement qui se dégrade, à la concurrence de produits subventionnés des pays de l'OCDE, au manque de technologies adaptées, etc. Il est rappelé que l'agriculture africaine, lorsque les conditions favorables étaient réunies, a connu certains succès, et qu'il est donc nécessaire de renforcer le soutien au secteur agricole, notamment par des investissements publics. Il revient enfin sur la question de l'intervention de l'État sur les marchés.

http://www.friendsofeurope.org/Portals/6/Documents/Reports/DPF_Helping_Africa_to_feed_itself-FR.pdf

L'agrobusiness dans le monde : deux décennies de pillage

Grain, juillet 2010

Cet article, issu de la publication « Seedling » de l'ONG Grain, donne un aperçu de l'expansion de l'agrobusiness dans le système alimentaire mondial au cours des vingt dernières années. Il dénonce l'étendue du pouvoir des grandes sociétés dans le système alimentaire, qui définissent aujourd'hui les règles mondiales, tandis que les gouvernements et les centres de recherche publique suivent le mouvement. Il décrit notamment de manière assez précise l'évolution de l'industrie semencière et son impact sur l'agriculture des pays du Sud. A travers cette analyse, les auteurs de l'article souhaitent amorcer une réflexion sur ce que l'on peut attendre de ces entreprises dans les années à venir.

<http://www.grain.org/seedling/?id=697>

L'Afrique est-elle enfin bien partie ?

F. Bourguignon, in Les échos, 17 novembre 2010

Dans cet article, François Bourguignon met en discussion la vision optimiste de l'avenir économique du continent africain telle qu'elle a été présentée lors de l'édition 2010 de la Conférence économique africaine qui a eu lieu début novembre. Il y souligne que malgré un taux de croissance du PIB par tête avoisinant les 3,5 % en moyenne depuis le tournant du siècle, il semble que cette croissance ait porté plus sur les services et la construction, que sur l'industrie manufacturière ou l'agriculture. Il recommande pour l'avenir du continent africain une nécessaire diversification de son activité par la création de marchés régionaux suffisamment importants pour une production manufacturière locale ou par une ouverture plus large des marchés dans le reste du monde. Il souhaite également que les pays africains développent de véritables unions douanières leur permettant d'élargir leur marché derrière une protection commune.

http://www.lesechos.fr/journal20101117/lec1_idees/020932448380-l-afrique-est-elle-enfin-bien-partie-.htm

Qui lutte vraiment contre la faim ?

Peuples Solidaires, novembre 2010

Ce rapport de Peuples Solidaires en association avec ActionAid souligne les progrès réalisés par certains pays qui traduisent le droit à l'alimentation en actions concrètes, en soutenant les agriculteurs familiaux et paysans, en particulier les femmes, ou en mettant en place les mesures élémentaires nécessaires à la protection des plus vulnérables. Il montre également que la cohérence des politiques des pays du Nord est essentielle au développement de l'agriculture familiale.

<http://www.peuples-solidaires.org/wp-content/uploads/2010/11/Qui-lutte-vraiment-contre-la-faim-n%C2%B02.pdf>

... :: : POLITIQUES AGRICOLES ET FACTEURS DE PRODUCTION

Privés de terre, privés d'avenir

Oxfam France, 1er octobre 2010

Alors qu'en 2010 près d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde, des millions d'agriculteurs locaux sont menacés de perdre leur seul moyen de subsistance : leurs terres. L'agriculture familiale a pourtant un rôle clef à jouer face aux crises alimentaires, économiques et écologiques et doit être soutenue activement. À la veille de négociations importantes sur les traités d'investissement et le climat, Oxfam France et AVSF ont lancé la campagne « privés de terre, privés d'avenir », demandant la protection des droits des paysans du Sud. Ce recueil de 11 fiches présente en premier lieu l'agriculture paysanne, ses potentiels et besoins (fiches 1 à 4). Les fiches suivantes sont consacrées à l'accaparement des terres (fiches 5 à 7) puis à la menace du changement climatique (fiches 8 à 10). Une dernière fiche traite de la problématique du genre en agriculture.

http://www.privesdeterre.org/images/stories/aller-plus-loin/dossier_complementaire_privés-de-terre-privés-d-avenir_100909_web.pdf

Afrique, la ruée vers les terres : une bombe à retardement

La nouvelle tribune, 9 novembre 2010

A en croire la centaine de participants qui étaient présents au séminaire sur le climat, l'acquisition des terres et la sécurité alimentaire organisé les 1er et 2 novembre 2010 à Ouagadougou (Burkina-Faso), l'acquisition à grande échelle de terres arables au détriment des petits producteurs est un phénomène qui prend beaucoup d'ampleur sur le continent africain (Mali, Bénin, Madagascar, etc.) et qui préoccupe de nombreux acteurs issus de ces pays. En plus de rapporter un échantillon des témoignages recueillis à l'occasion de ce séminaire, l'auteur de cet article précise les causes du phénomène de ruée vers les terres arables africaines et les potentiels risques de crise sociale qui pourrait en découler.

http://www.lanouvelletribune.info/index.php?option=com_content&view=article&id=6795:afrique-la-ruée-vers-les-terres-une-bombe-a-retardement&catid=18:opinions&Itemid=33

Collectif Tany : le projet de Constitution favorisera l'accaparement de terres par les étrangers

Tananews mardi 16 novembre 2010

Résolument engagé depuis sa création fin 2008 contre les risques majeurs d'accaparement de terres arables à Madagascar par des États et sociétés étrangères, le Collectif pour la défense des terres malgaches – Tany – exprime sa vive inquiétude à la lecture de l'article 1 du projet de Constitution qui va être soumis au référendum le 17 novembre 2010, et qui avalise le principe de la vente de terrains aux étrangers. Il plaide pour la réalisation, dans les plus brefs délais, d'un débat national et démocratique sur la durée des baux emphytéotiques et autres modalités des investissements sur les terres agricoles, et insiste pour qu'aucune vente de terres aux étrangers ne soit autorisée ou validée.

<http://www.tananews.com/2010/11/collectif-tany-le-projet-de-constitution-favorisera-laccaparement-de-terres-par-les-etrangers/>

Alternatives to land acquisitions: Agricultural investment and collaborative business models

IIED, novembre 2010

Ces dernières années ont vu un regain d'intérêt pour l'investissement du secteur privé dans l'agriculture. Certains se sont félicités de cette tendance, qui porte de nouveaux moyens d'existence dans les pays à faible revenu. D'autres au contraire ont soulevé des préoccupations concernant les conséquences sociales possibles notamment sur les agriculteurs familiaux. Or il existe dans de nombreuses régions du monde de plus en plus d'expériences d'investissements agricoles avec des modèles de structuration autres que l'acquisition de terres à grande échelle. Cette publication expose les principaux temps forts de l'atelier international « Agricultural investment and more inclusive business models », qui a eu lieu à Maputo en Mars 2010. Lors de l'atelier, des organisations paysannes, des sociétés de l'agro-industrie, des gouvernements et la société civile se sont réunis pour partager les leçons d'expériences sur ce thème.

<http://www.iied.org/pubs/display.php?o=12567IIED&n=1&l=351&c=agric/food> (en)

La guerre des terres arables aura-t-elle lieu ?

Marianne, 17 novembre 2010

Cet article fait le point sur le phénomène croissant d'achat de terres arables par les investisseurs des pays industrialisés dans les pays en développement. L'auteur cite notamment les résultats qu'une chercheuse analyste en relations internationales, Virginie Raison, dans son ouvrage 2033, l'atlas des futurs du Monde. Il interpelle également le lecteur sur le caractère spéculatif de ces investissements qui, s'ils se poursuivaient au rythme actuel, pourraient avoir un impact désastreux sur les populations locales de pays en développement déjà fragilisés par l'insécurité alimentaire.

http://www.marianne2.fr/La-guerre-des-terres-arables-aura-t-elle-lieu_a199782.html

Aide alimentaire au Burundi et faiblesse du budget agricole ou comment décourager les agriculteurs burundais

CSA, 16 octobre 2010

Au Burundi, l'agriculture est une priorité : elle fait vivre 90% de la population, participe à plus de 50% du PIB et 80% des recettes d'exportation. Les organisations professionnelles agricoles regrettent cependant que, malgré des engagements internationaux des donateurs comme du gouvernement à prendre des mesures concrètes en faveur de l'agriculture, leur mise en pratique tarde. Leurs préoccupations se situent en particulier au niveau du financement agricole, du rôle et de la place du mouvement paysan dans le développement, de l'accès aux intrants, de la sécurisation foncière, de l'adhésion des parties prenantes, de la gouvernance institutionnelle des ministères de tutelle, et du contrôle de l'aide alimentaire. Ils proposent à l'État burundais d'accorder dès 2011 au moins 10% de son budget au secteur agricole, affecté de façon équitable : 60% pour des investissements directement productifs ; 30% pour le fonctionnement du ministère et l'appui aux organisations de producteurs ; et enfin 10% pour la constitution de stocks de sécurité.

<http://www.csa-be.org/spip.php?article745>

Nigeria is ripe for food independence, Farmers tell FG

Les agriculteurs nigériens interpellent le gouvernement fédéral : « Le Nigeria est prêt à l'indépendance alimentaire »

National Daily Newspaper, novembre 2010

A l'occasion d'un rassemblement public appelé « Ripe for food independence » (en français « prêts pour l'indépendance alimentaire »), à Abuja, organisé dans le cadre de la campagne de « Voices for Food Security » (en français « Voix pour la sécurité alimentaire »), une plate-forme nationale de lobbying menée par l'Association des petits producteurs agricoles au Nigeria (ASSAPIN), des organisations de la société civile, des coalitions et des réseaux à travers le Nigeria, ont manifesté leur mécontentement face au comportement du pouvoir politique, l'accusant de négligence grave envers le secteur agricole. Afin d'inverser la tendance, les agriculteurs ont suggéré la création d'une Agence nationale pour le développement de l'agriculture familiale, qui devrait entreprendre immédiatement une enquête nationale sur l'agriculture familiale, sur ses besoins et capacités, et concevoir en réponse un plan national stratégique de développement. Cet appel s'est formalisé par une demande en sept points afin de permettre au Nigeria d'atteindre la souveraineté alimentaire.

http://nationaldailyng.net/index.php?option=com_content&view=article&id=3720:nigeria-is-ripe-for-food-independence-farmers-tell-fg&catid=98:nationwide&Itemid=484 (en)

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Nigeria_is_ripe_for_food_independence_VF.pdf (fr)

La voix du Paysan - Reportages sur les produits locaux

La Voix du Paysan, 9 novembre 2010

Dans ce dernier numéro de « la Voix du Paysan », le thème de la promotion et la valorisation des produits locaux est abordé dans le but d'évoluer vers la souveraineté alimentaire du Cameroun en favorisant la consommation des produits locaux. Ce thème est illustré à travers plusieurs mini reportages sur les produits locaux, notamment le riz, la tomate, la farine locale comme matière première pour la fabrication du pain, la pomme de terre et le yaourt local. Au travers d'interviews de plusieurs acteurs locaux qui les produisent et les valorisent, ce dossier met en lumière la nécessité de produire plus pour répondre à la demande nationale, promouvoir les produits locaux de qualité et lutter contre les produits de substitution importés qui menacent la souveraineté alimentaire.

<http://www.lavoixdupaysan.org/lejournal/reportage.php>

La FAO lance un outil agricole pour l'Afrique

FAO, 11 novembre 2010

La FAO a lancé un calendrier culturel pour 43 pays d'Afrique. Ce guide de référence indique les cultures les plus adaptées aux différentes zones agricoles - des terres arides aux hauts plateaux - tout en conseillant la meilleure période pour effectuer les semis. Mis au point par des experts de la FAO, cet outil porte sur plus de 130 cultures - des haricots à la betterave, du blé à la pastèque - et est destiné à l'ensemble des donateurs, organismes, vulgarisateurs gouvernementaux et ONG qui travaillent avec les agriculteurs sur le continent africain. Le calendrier culturel de la FAO est particulièrement utile en cas d'urgence (sécheresses ou inondations) ou pour les efforts de réhabilitation faisant suite à une catastrophe naturelle ou causée par l'homme.

<http://www.fao.org/news/story/fr/item/47521/icode/>

... :: : POLITIQUES COMMERCIALES ET REGULATION DES MARCHES

Spéculation agricole et flambée des prix alimentaires. Réguler pour réduire les risques de volatilité

Olivier de Schutter, septembre 2010

La crise mondiale des prix alimentaires de 2007/2008, qui a affecté de nombreux pays en développement jusqu'à ce jour, avait un certain nombre de causes. Les causes initiales étaient liées aux fondements même du marché, y compris l'offre et la demande pour les produits alimentaires, les frais de transport et de stockage, ainsi qu'une augmentation du prix des intrants agricoles. Toutefois, une partie importante de la hausse des prix et la volatilité des denrées alimentaires de base ne peut s'expliquer que par l'émergence d'une bulle spéculative. Dans cette note d'information, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation examine l'impact de la spéculation sur la volatilité des prix des produits alimentaires de base, et identifie des solutions envisageables.

http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20102309_briefing_note_02_en.pdf (en)

Vivent les prix agricoles élevés !

Le Monde, 8 novembre 2010

Dans un contexte où les prix mondiaux des céréales connaissent de nouveau une augmentation importante, l'auteur insiste sur l'importance pour les pays pauvres de pouvoir bénéficier de prix élevés, aussi bien sur les productions destinées à l'exportation que sur le vivrier. Il rappelle que la Chine, l'Union européenne, les États-Unis, ont tous, à un moment, profité de prix agricoles forts, maintenus élevés par des protections douanières, pour assurer la sécurité alimentaire de leurs populations. Il s'insurge ainsi que l'on demande actuellement aux pays pauvres de développer leur agriculture et leur économie sans aucune protection, subissant de plein fouet la volatilité toujours plus grande des prix agricoles mondiaux.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/11/08/vivent-les-prix-agricoles-eleves_1435085_3232.html

Création de l'Union Nationale des (femmes) étuveuses de riz UNERiz-B

Abc Burkina, 17 novembre 2010

C'est pour renforcer leur organisation que les étuveuses de riz du Burkina Faso se sont retrouvées à Ouagadougou les 12 et 13 novembre 2010 et se sont constituées en Union nationale des étuveuses de riz du Burkina (UNERiz-B). Au cours de cette rencontre, elles ont adopté les statuts de leur Union qui précisent son but : « être un outil d'affirmation et de promotion du statut des Étuveuses de Riz, permettant la concertation et la recherche de synergie pour une action commune de ses membres, avec pour finalité la promotion du riz étuvé local. » Parmi les objectifs visés par l'Union, l'article souligne 1) la professionnalisation des acteurs, 2) promouvoir la commercialisation et la consommation du riz étuvé, 3) promouvoir la solidarité entre les organisations membres, 4) défendre le label « Burkina » en matière de riz étuvé et 5) mettre sur le marché du riz étuvé de qualité.

<http://www.abcburkina.net/content/view/781/1/lang.fr/>

La riziculture burundaise menacée d'extinction

CSA, 16 octobre 2010

L'économie rizicole burundaise traverse une période de turbulence, liée notamment à une politique d'aide alimentaire qui frise le dumping. En novembre 2009, le Burundi a en effet conclu avec le Japon un accord stipulant la mise à disposition de 450 000 yens pour l'achat de riz importé (du Japon mais aussi de Thaïlande, de Chine, d'Australie, etc.) et les services attenants (transport, frais d'agent). Cette concurrence du riz importé a engendré une mévente du riz local, risquant d'entraîner une chute des revenus des paysans et une hausse de la pauvreté, une baisse de la production rizicole burundaise, et l'incapacité de la Société de développement de l'Imbo (acheteuse du riz local) à rembourser ses dettes à la Banque nationale de développement économique, risquant ainsi la banqueroute. Face à cette situation, les organisations de producteurs et les organismes d'appui formulent des recommandations telles que : préférer une aide financière à une aide alimentaire ; pour l'aide alimentaire déjà engagée, utiliser les fonds provenant de sa vente au développement de la filière rizicole locale.

<http://www.csa-be.org/spip.php?article744>

Bernard Njonga : Le Cameroun est un pays riche très affamé

Cameroon-info.net, 10 novembre 2010

Dans cette interview, le président de l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (AcDic), Bernard Njonga, dénonce les importations massives de denrées alimentaires au Cameroun qui font une concurrence déloyale aux productions locales sur les marchés. Il y explique que le phénomène de « vie chère » ne repose pas que sur la faiblesse du pouvoir d'achat des populations mais aussi sur la dépendance à ces importations qui expose le Cameroun aux fluctuations de prix. Il lance un appel au pouvoir public camerounais de prendre les mesures nécessaires pour accroître l'approvisionnement du marché local en denrées agricoles via notamment la relance de programmes spéciaux agricoles en appui aux filières. Selon lui, la relance agricole doit passer par la promotion de la production et la consommation de produits locaux. Cet article fait également le point sur l'impact des importations massives de denrées alimentaires sur le développement de la production agricole et agroalimentaire nationale.

<http://www.cameroon-info.net/stories/0,27465,@,bernard-njonga-le-cameroun-est-un-pays-riche-tres-affame.html>

... :: : COOPERATION INTERNATIONALE

Agriculture africaine : l'Europe ne doit pas rater le train - nouveau rapport des experts

Afrik.com, octobre 2010

Alors qu'au Sommet 2009 du G8 à L'Aquila, les gouvernements des pays riches avaient promis 22.5 milliards de dollars US en faveur de la sécurité alimentaire dans le monde, un groupe d'experts réunis à Montpellier dénonce un écart conséquent entre ces annonces et la réalité. Les défis nutritionnels sont pourtant considérables : 200 millions de personnes souffrent encore de malnutrition chronique. Les experts recommandent aux pays riches, et en particulier à l'Union européenne, d'accroître leur soutien aux activités de développement agricole déjà en cours, de mieux les coordonner, de mettre en place des mesures pour éviter une nouvelle flambée des prix alimentaires, ainsi qu'un processus réglementaire pour accompagner des réserves mondiales et nationales de céréales.

<http://www.afrik.com/article21108.html>

L'AFD déploie près de 400 millions d'euros en faveur du développement durable, dont un programme en appui à la Cedeao

Association de la Presse Panafricaine, 9 novembre 2010

A l'occasion de son Conseil d'administration du 4 novembre 2010, l'AFD déploie près de 400 millions d'euros en faveur du développement durable. Parmi les appuis prévus, une subvention de 10,4 millions d'euros a été attribuée à la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) pour un programme d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest. Une grande partie des actions du programme relèvent du renforcement de capacité, à travers des actions d'accompagnement méthodologique et technique, de production de connaissance, de diffusion d'informations et de formation. Avec le développement d'instruments de réduction de la volatilité des prix ou d'amélioration de l'accessibilité aux produits alimentaires, le programme permettra notamment une amélioration des conditions de vie des ménages, en particulier les plus pauvres, et la dynamisation de la production agricole et des échanges régionaux.

<http://www.presseafricaine.info/article-l-afd-deploie-pres-de-400-millions-d-euros-en-faveur-du-developpement-durable-60542772.html>

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

FAO, 2010

Un nouveau rapport de la FAO fait état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Après une présentation introductive du niveau de sous-alimentation des populations, région par région, sont présentés différents types d'interventions nationales et internationales mises en œuvre pour faire face aux crises prolongées. Enfin, le rapport propose des pistes de recommandations afin d'assurer la sécurité alimentaire dans ces pays, à savoir : mieux analyser les moyens d'existence et les mécanismes d'adaptation utilisés par les populations lors de crises prolongées afin de renforcer leurs capacités de résistance ; appuyer la protection, la promotion et la reconstitution des moyens d'existence et les institutions qui les soutiennent ; revoir la structure de l'aide extérieure fournie en temps de crise prolongée afin de répondre aux besoins et de tenir compte des difficultés de terrain.

<http://www.fao.org/docrep/013/i1683f/i1683f00.htm>

Pour consulter le rapport en ligne : <http://www.fao.org/docrep/013/i1683f/i1683f.pdf>

Processus de révision de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest

OCDE, octobre 2010

La présente brochure présente le processus de révision de la charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest qui doit prendre fin à l'occasion de la session finale prévue du 15 au 18 novembre 2010. Cette démarche de révision a commencé en 2007, impulsée par le CILSS et le CSAO, via un vaste processus de consultation avec l'ensemble des acteurs de la sécurité alimentaire en vue de réviser la Charte de l'aide alimentaire adoptée en 1990 et d'intégrer les nouveaux enjeux de la sécurité alimentaire. La Charte révisée va au-delà du texte original qui portait sur la gestion coordonnée de l'aide alimentaire, pour en faire un outil de prévention et de gestion de crise alimentaire (responsabilité mutuelle).

http://www.oecd.org/document/21/0,3343,fr_38233741_38246823_38430805_1_1_1_1,00.html#docs

Téléchargez la brochure au lien suivant : <http://www.oecd.org/dataoecd/17/12/45851255.pdf>

Executive Brief: Turmoil in Cereal Markets: Another Food Price Crisis?

Note de synthèse : Tourmente sur les marchés céréaliers : une nouvelle crise des prix alimentaire?

Fewsnet, 8 novembre 2010

Cette note analyse la situation conjoncturelle de hausse des prix ressentie en septembre-octobre notamment du fait de la hausse attendue des prix du blé. Si les prix du blé ont connu une hausse importante au début du second semestre 2010, ils se sont par la suite stabilisés et cela pourrait être dû au niveau élevé des stocks de blé détenus par de nombreux pays producteurs suite aux deux dernières années de production particulièrement bonnes. C'est plutôt les pays en développement, et spécifiquement les populations urbaines pauvres, largement dépendantes des importations de blé, qui risquent d'être fortement affectées.

http://www.fews.net/docs/Publications/FEWS%20NET_Turmoil%20in%20Cereal%20Markets_Nov%202010_En.pdf (en)

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf_resumeVF_Turmoil_in_Cereal_Markets.pdf (fr)

Des excédents vivriers au Sahel et en Afrique de l'Ouest, malgré les inondations enregistrées par endroits dans les pays

Cilss, 7 novembre 2010

Dans cet avis publié sur le site du Cilss, un point est fait sur les résultats préliminaires de la campagne agricole 2010-2011 au Sahel et en Afrique de l'Ouest. La tendance générale est qu'il y a des excédents vivriers au Sahel et Afrique de l'Ouest, malgré les inondations enregistrées par endroits dans les pays. Cet avis fait le point sur le bilan de l'hivernage 2010 et sur l'état de la campagne agricole au mois d'octobre sur les plans agricoles, d'élevage et hydrologiques. Il est ponctué par une série de recommandations à destination du Cilss et des systèmes régionaux d'information, des institutions humanitaires et des pays.

<http://www.cilss.bf/spip.php?article133>

Téléchargez l'avis : <http://www.cilss.bf/IMG/pdf>

/Avis_sur_les_resultats_preliminaires_de_la_campagne_agricole_2010-2011_VF.pdf

Liberia and Sierra Leone - Cross-Border Trade and Food Security Libéria et Sierra Léone – Commerce transfrontalier et sécurité alimentaire

PAM, mai 2010

La fin des conflits au Libéria et en Sierra Leone a entraîné une augmentation de la production agricole et du commerce. Un récent suivi des activités sur les marchés agricoles dans les deux pays ont identifié le commerce transfrontalier comme un étant un facteur influant sur la sécurité alimentaire des ménages. Cette étude vise à décrire en profondeur les enjeux de cette question, contribuant ainsi à une meilleure connaissance des facteurs assurant la sécurité alimentaire des ménages. Vous trouverez dans ce rapport un état des lieux des différents flux du commerce transfrontalier, une analyse des caractéristiques des acteurs sur le marché et une discussion sur le lien entre le commerce transfrontalier et la sécurité alimentaire des ménages.

<http://www.wfp.org/content/liberia-and-sierra-leone-cross-border-trade-and-food-security-may-2010> (en)

Déroulement de la campagne agricole : cartes et analyses du Centre Agrhymet

Agrhymet, 8 octobre 2010

Ce diaporama présente les cartes et analyses du Centre Agrhymet relatives à 4 aspects de la campagne agricole 2010-2011 à savoir : 1- la situation pluviométrique et hydrologique ; 2- la situation des cultures ; 3- la situation pastorale et 4- les perspectives.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/deroulement-de-la-campagne>

Bulletin spécial Agrhymet octobre 2010

Agrhymet, 27 octobre 2010

Ce bulletin d'alerte du centre Régional Agrhymet, de fin octobre 2010, met en garde les acteurs sur les risques de prolongement de l'hivernage et ses conséquences sur les cultures et les pâturages dans la zone sahélienne. Il indique que les perspectives des récoltes de la campagne agropastorale 2010-2011 sont bonnes dans l'ensemble. Mais, compte tenu des risques de prolongement de l'hivernage au-delà du 10 octobre, des mesures de surveillance et de protection doivent être prises au Sahel et en Afrique de l'Ouest pour limiter les pertes sur les récoltes et les pâturages en raison des excès d'eau.

http://www.agrhymet.ne/PDF/Bulletin%20mensuel/BM_Octobre%202010.pdf

Food assistance outlook brief

Note de perspectives sur l'aide alimentaire

Fewsnet, novembre 2010

Cette note résume l'analyse de projection des besoins en aide alimentaire d'urgence d'ici 6 mois dans les pays d'intervention de Fewsnet. Les besoins exprimés au niveau national sont calculés par rapport à la moyenne des besoins à cette époque de l'année sur la période des cinq dernières années.

http://www.fews.net/docs/Publications/FAOB_110810_ext.pdf (en)

Bulletin de veille coordonné par l'équipe d'Inter-réseaux.

Si vous avez des ressources intéressantes à partager en réseau, écrivez nous à veille@inter-reseaux.org

Vous pouvez vous inscrire au bulletin de veille sur le site d'Inter-réseaux.

Vous pouvez rechercher sur le site d'Inter-réseaux toutes les références parues dans les bulletins de veille, par thématique.

Inter-réseaux, le 18 novembre 2010.

Avec le soutien de : Direction Générale de la Coopération au Développement, Ministère des Affaires Etrangères (Belgique), Ministère des Affaires Etrangères (Luxembourg), SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg